

## EUROPE : L'IMPUISSANCE DES NATIONS ET LA QUESTION « POPULISTE »

Étienne Balibar

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2013/2 n° 54 | pages 13 à 23

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130617815

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2013-2-page-13.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Étienne Balibar, Europe : l'impuissance des nations et la question « populiste », *Actuel Marx* 2013/2 (n° 54), p. 13-23.  
DOI 10.3917/amx.054.0012  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## EUROPE : L'IMPUISSANCE DES NATIONS ET LA QUESTION « POPULISTE »

Par Étienne BALIBAR

Au seuil d'un dossier qui va s'attacher à *problématiser* la notion de « populisme », en rapport avec l'actualité des systèmes démocratiques en crise, et en esquissant une généalogie de ses usages conflictuels, il nous a paru opportun de proposer, non pas une impossible synthèse, mais au contraire un coup de projecteur et une réflexion personnelle portant sur *l'un des aspects* de l'actualité qui – en Europe et ailleurs – expliquent le regain d'intérêt qu'elle suscite et l'insatisfaction que provoquent les traitements existants, si informés et exigeants soient-ils. Il s'agit du rapport équivoque, mais permanent, que le populisme entretient dans l'histoire contemporaine avec le nationalisme, et par voie de conséquence avec la xénophobie et ses « usages » politiques. Cet aspect n'est bien entendu pas le seul, mais il n'est sans doute jamais non plus *extérieur* aux complexes auxquels nous appliquons le nom de populisme. Du moins faut-il s'en assurer, en évoquant des dimensions *politiques* aussi bien qu'*impolitiques*, des déterminations *sociales* et *culturelles*, voire *inconscientes*, auxquelles les institutions de l'État moderne ont apporté une constitution unitaire dont on aperçoit aujourd'hui toute la fragilité.

*Avoir* à s'exprimer une fois de plus sur la montée des xénophobies n'est guère facile pour autant – surtout pour essayer, comme on nous y incite, de frayer les chemins menant des rivages désolés de l'intolérance, dont les effets pour l'Europe s'apparentent de plus en plus à un suicide, vers les linéaments d'un « renouveau de l'espérance<sup>1</sup> ». Ainsi le géographe et politologue Ash Amin<sup>2</sup> en introduction de la série *Uses of Xenophobia* publiée en 2011 sur le site *opendemocracy*:

1. Cet essai est l'adaptation française, avec quelques modifications, de mon article paru le 16 mai 2011 dans *opendemocracy* online (<http://www.opendemocracy.net/etienne-balibar/our-european-incapacity>), sous le titre : *Our European Incapacity*. Il m'a paru pouvoir ouvrir, de façon à la fois topique et personnelle, le dossier d'*Actuel Marx* sur les « populismes » d'hier et d'aujourd'hui, dont j'assume la coordination avec Emmanuel Renault.

2. Ash Amin, Professeur à l'Université de Cambridge (U.K.), est l'auteur, en particulier, de *Cities: Re-imagining the Urban*, Cambridge, Polity Press, 2002 (avec Nigel Thrift); de *Political Openings: An Essay on Left Futures*, Durham, Duke University Press, 2012 (avec N. Thrift); et de *Land of Strangers*, Cambridge, Polity Press, 2012. Il est l'un des initiateurs de l'appel *Living with Diversity*, lancé en 2011 à Barcelone par différents intellectuels regroupés dans le *Forum of Concerned Citizens of Europe*: voir <http://www.forum-europa.org/>. La lettre ouverte a été publiée en France par le site Mediapart sous le titre « Que cesse la politique de la peur » (<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/300710/que-cesse-la-politique-de-la-peur>).

La stigmatisation de l'étranger apparaît comme tout à fait cohérente avec la défense de l'Europe libérale, et peut-être nécessaire à sa construction. Mais cette combinaison est dangereuse, et au bout du compte intenable. Affronter les défis d'un monde troublé et interdépendant au moyen d'un système d'exclusions culturelles et de fermeture géographique, c'est réduire la complexité de l'espace public européen en pleine transformation à un affrontement entre tradition et invasion, ou entre « ceux du dedans », qui auraient droit à la protection, et « ceux du dehors », qui représenteraient le danger d'éclatement. Ce n'est pas ainsi qu'on s'attaquera aux peurs et aux angoisses que partagent les populations majoritaires ou minoritaires, et qui sont liées aux problèmes bien réels engendrés par l'insécurité économique et sociale, l'effondrement des espérances collectives, la privatisation ou la destruction des communs, la montée des risques et des insécurités, l'isolement des individus dans le cadre néolibéral. Ces problèmes ne sont que masqués, cependant qu'une nouvelle culture de la catastrophe s'enracine, non seulement au détriment des étrangers, mais à l'encontre des capacités de l'Europe d'entrer dans l'avenir avec lucidité et confiance en ses diverses ressources. Mais les barrières de la xénophobie qui se dressent sont révélatrices d'une évolution plus profonde et plus noire : elle relève d'un état d'esprit de guerre envers le futur, vu comme zone de tempêtes qui appellerait de notre part une vigilance et une capacité d'intervention permanente. C'est ainsi que la violence envers l'anormal et envers l'étranger – armée des nouvelles technologies de la surveillance et de la réclusion, allant de la propagande alarmiste à la suspension des garanties démocratiques – se voit naturalisée comme une nécessité pour notre survie et normalisée comme une forme de notre vie quotidienne. L'analogie avec les périodes d'intolérance les plus noires dans l'histoire moderne de l'Europe est ici à la fois inévitable et profondément dérangeante<sup>3</sup>.

Serions-nous donc à court d'imagination et de détermination ? Ou serait-ce plutôt que, plus nous y pensons, plus nous voyons qu'un tel programme politique devrait réussir à concilier des exigences contradictoires, ce qui ne laisse pas d'être très improbable ? Il y a là plus qu'une « utopie » :

3. Ash Amin, *Uses of Xenophobia*, <http://www.opendemocracy.net/ash-amin/xenophobic-europe>. Traduction É. Balibar.

car l'utopie est justement ce que nomme « politique de l'espérance », c'est ce que, dans sa « Lettre ouverte aux Européens » publiée sous le titre « Living with Diversity: For a Politics of Hope Without Fear », le *Forum of Concerned Citizens of Europe*<sup>4</sup> dont je fais partie a cherché l'an dernier à expliciter et à fonder.

### LES ANALOGIES HISTORIQUES: RISQUES ET UTILITÉ

L'esprit d'utopie n'empêche cependant pas de réfléchir aux conditions, aux forces en présence, aux conflits d'intérêts. Mais la difficulté s'accroît quand nous essayons d'ancrer l'espérance dans la configuration même des tendances, des conflits, des forces caractéristiques de la situation politique et qui sont susceptibles de la faire évoluer. À vrai dire nous ne sommes même pas certains de *bien comprendre* les réalités qu'il s'agit de transformer, alors que pourtant *nous en faisons nous-mêmes partie*. Nous avons tendance à raisonner par analogie avec d'autres périodes historiques, et ces analogies font partie du problème.

Ainsi, non par hasard sans doute, il est beaucoup question aujourd'hui en Europe (et pas seulement à gauche, ou chez les intellectuels) de la grande catastrophe des années 1930, consécutive à la « crise de 29 » et à la montée du fascisme, dont les phénomènes actuels font craindre le retour. Il n'y a pas là simplement une façon de surcharger notre discours d'emphase et de pathos: nous ne pouvons pas ne pas nous demander ce qu'entraînera pour nos systèmes politiques le fait qu'une brutale rupture des équilibres financiers suivie de récession économique précipite des masses croissantes de salariés dans le chômage et la précarité (même si, au sein même de l'espace européen, certaines nations et certaines professions sont plus affectées que d'autres), en même temps que les institutions politiques et les gouvernements épuisent leur légitimité, et que les idées, les manifestations, les discours politiques xénophobes se font chaque jour plus envahissants. Des politologues de renom ont repris cette analogie à leur compte, au moins de façon heuristique<sup>5</sup>. Je suis d'autant moins porté à ignorer leur avertissement que je suis, d'autre part, stupéfait de la naïveté avec laquelle on se contente en politique de formules comme « l'histoire ne se répète pas » ou « l'Europe a retenu les leçons de son passé » (à preuve la construction de l'Europe unie... or c'est elle justement qui est aujourd'hui en question). Mais je redoute aussi qu'un surcroît de lucidité sur ce point ne laisse encore dans l'ombre la dimension la plus embarrassante de l'énigme politique actuelle: à savoir l'usage contradictoire qui peut être fait de références à la « démocratie », dans une perspective

4. <http://www.livingindiversity.org/manifesto/>

5. Par exemple, en France, Alain Duhamel: voir son article « Crise économique et tentation des années 30 », *Libération*, jeudi 25 juin 2011.

nationale ou transnationale, alors que les noms d'Europe, de politique, d'État, de représentation, de culture, renvoient aujourd'hui à des réalités profondément modifiées, devenues très incertaines.

Je formulerais des précautions analogues quant à l'usage de la catégorie de « populisme », d'autant qu'il m'est arrivé moi-même tout récemment de la mettre à contribution (et je ne crois toujours pas qu'on puisse l'éviter)<sup>6</sup>. Peut-être ce terme est-il aujourd'hui le plus répandu lorsqu'il s'agit de désigner génériquement les mouvements xénophobes, qui dans tous nos pays sont à la fois hostiles à ce qu'ils appellent « le monstre supranational » (ou « l'Europe contre les nations ») et viscéralement islamophobes (plus généralement, intolérants aux minorités). Or ils ne cessent de gagner en visibilité et en influence politique, augmentant leur poids électoral, jouant ici ou là les arbitres de la vie parlementaire, et favorisant partout l'adoption de législations discriminatoires. Je veux d'autant moins exclure l'usage de cette catégorie politique que l'histoire de ses applications en Europe et hors d'Europe est longue et complexe. Nous nous trouvons donc exactement au point où il faut l'étudier avec soin.

—  
16  
—  
Peut-être parce que la science politique fait elle-même partie du système des institutions et des représentations dont la validité, la stabilité se trouvent remises en question sous le nom de « populisme », elle semble ici aux prises avec une contradiction insoluble. On nous somme de ne pas établir d'équivalence simple entre « populisme » et « fascisme » ou « néofascisme » (même s'il se trouve – ce qui ne peut être de hasard – qu'une partie des obsessions, des discours, des programmes et des personnalités du « populisme » européen actuel provient en ligne directe de la tradition fasciste). Mais on nous fait aussi observer que le nom de « populisme » (surtout lorsqu'il sert aux partis politiques d'extrême droite à se désigner eux-mêmes) est un euphémisme servant à rendre le racisme présentable, en particulier ce racisme (rien moins que nouveau) qui prend pour cible la différence culturelle, religieuse et nationale prétendument « inassimilable » par la communauté des citoyens (ou ce qu'il appelle de façon indiscriminée le « multiculturalisme »). Or ce discours est le même qui fonctionnait déjà au cœur de la politique et de la culture du fascisme, et lui permet de mobiliser les masses contre un « ennemi intérieur » construit, isolé et stigmatisé au nom de la défense et de la protection de l'identité nationale. Symétriquement, on constate une divergence entre les théoriciens et analystes pour qui tout mouvement « populiste » est essentiellement réactionnaire, au sens étymologique, puisqu'il exprimerait les frustrations et les colères qu'engendre la transformation des sociétés contemporaines,

6. Voir mon intervention « Europe : crise et fin ? », publiée le 24 mai 2010 sur le site *Mediapart*, suivie par mon discours à l'Université Panteion d'Athènes le 14 juin 2010 (édition française dans *Les Temps Modernes*, Avril-Juin 2013, n° 673, pp. 128-151 : « Réflexions sur la crise européenne »).

visant en particulier les nouveaux « riches » et les nouvelles « élites » au pouvoir, et ceux qui voient en lui avant tout une contestation du pouvoir établi, l'expression d'une résistance au processus de *dé-démocratisation* qui affecte les « démocraties » néo-libérales et qui engendre cette monstruosité pourtant bien réelle, une démocratie *sans le peuple*, voire *contre* lui. Le populisme serait alors – même sous des formes dangereusement mystifiées – la *voix des sans-voix* faute de qui la politique n'est plus rien d'autre qu'une surveillance des tensions sociales (qui sont aux yeux des élites à la fois inévitables et inessentiels, puisqu'elles n'ouvrent aucune *alternative* réelle).

Mais les premiers eux-mêmes sont conduits à nous expliquer que les démocraties libérales courraient de grands risques à trop ignorer l'élément de vérité et de légitimité que comportent les dénonciations de la corruption et de la soif de richesses illimitée des classes dirigeantes, ou encore le danger que fait courir au système le fait que, de plus en plus, la « droite » et la « gauche » quand elles sont au gouvernement conduisent exactement les mêmes politiques. Et les seconds sont bien embarrassés quand il s'agit d'expliquer pourquoi toute réaction « populaire » contre la neutralisation des conflits sociaux et culturels (la règle d'or, en vérité, de la culture de « gouvernement » des classes dirigeantes de nos pays, qui nourrit en retour l'antipolitique) devrait nécessairement coïncider avec une obsession de l'identité nationale, ou de l'héritage culturel perdu de la nation. À moins d'admettre avant tout débat et toute analyse une notion du conflit politique semblable à celle de Carl Schmitt, dans laquelle l'État-nation et la « communauté existentielle » qu'il cimente forment l'horizon absolu de la politique. Ou, de façon encore plus contestable, que par leur nature même, leur condition sociale ou leur éducation, les « classes populaires » privilégient des théories conspiratives du politique, en vertu desquelles les « élites » et les « dominants » n'auraient pas d'autre but que de faire venir en masse les étrangers, les demandeurs d'asile ou les migrants pour *provoquer le racisme chez les « nationaux »*, et ensuite s'en servir comme d'un épouvantail pour dresser les pauvres les uns contre les autres, ruinant les possibilités de mouvements sociaux poursuivant des buts révolutionnaires ou simplement progressistes...

Je ne crois pas pouvoir démêler d'un coup les nœuds que comportent tous ces discours – et certainement pas en les tranchant par l'application d'une « analyse de classe » bonne à tout faire. Je voudrais plutôt proposer ici un ensemble d'hypothèses, complémentaires les unes des autres, qui nous aident à comprendre les contradictions dont se nourrit la crise actuelle, de telle sorte que même les *propositions* qu'on avance pour *sortir de la crise* continuent d'en être affectées. Je formule ces hypothèses en me référant spécifiquement à l'Europe et aux obstacles qui ont surgi ces

temps derniers devant la « construction européenne » : c'est une façon d'en souligner l'urgence, mais ce n'est pas une façon de suggérer que le franchissement d'étapes nouvelles dans cette construction, à supposer que cela soit possible sans rien changer de fondamental à sa représentation ou à son « idée » actuelle, constituerait *en lui-même* un élément de solution. Au contraire, je pense de plus en plus que « l'Europe », telle qu'elle est, est devenue comme disent les anglo-saxons « un élément du problème », et non de sa solution. Je ne prétends pas non plus que des problèmes semblables n'existent pas dans d'autres parties du monde : au contraire, je suis persuadé que nous avons affaire ici à des tendances mondiales, mais qui ne peuvent pas s'appréhender en dehors de conditions locales ou régionales spécifiques. Ce que je veux donc suggérer, c'est qu'il faut faire encore un effort pour comprendre la montée de la « xénophobie en Europe » comme *problème européen* au sens fort du terme : engendré par l'Europe, et que pourtant seule l'Europe elle-même peut espérer résoudre, peut-être au prix (et au risque) d'une refondation sur des bases nouvelles. Ce serait déjà, notons-le, une différence de taille avec la situation des années 1930 et la montée du fascisme, ainsi qu'avec d'autres « phénomènes populistes » dans l'histoire moderne (comme en Amérique du Nord et du Sud).

—  
18

#### LA QUESTION NATIONALE : PERSISTANCE ET MUTATION

Quelle sera dans ces conditions ma *première hypothèse*? Tout simplement qu'il *existe à nouveau en Europe aujourd'hui une « question nationale » ouverte*, dont il faut savoir reconnaître qu'elle a été méconnue et sous-estimée (pour ne pas dire refoulée) dans les débats qui, depuis des décennies, portent sur les modalités et les conséquences de la construction européenne, alors qu'elle aurait dû constituer le souci permanent des « architectes » de l'Europe, et d'autant plus qu'ils voulaient voir dans le nationalisme un héritage empoisonné du passé. Cette affirmation surprendra ou elle paraîtra naïve, parce qu'on pensera à l'interminable conflit, toujours renaissant, entre les partisans de « l'Europe des nations » et ceux de « l'Europe fédérale », mais ce que j'ai en vue est autre chose. Les classes dirigeantes en Europe (tout particulièrement celles des nations qui se voulaient investies d'un « leadership » européen) ont cru que l'intégration économique détenait la capacité irrésistible d'*homogénéiser les sociétés* que l'unification européenne juxtaposait sur un territoire « sans frontières internes », sur la base de l'individualisme et du consumérisme encadrés par un réseau de *normes communautaires* de plus en plus serré. Mais dans le même temps (en dépit de quelques beaux programmes d'échanges culturels et de création d'une « société de l'apprentissage »), elles résistaient farouchement à toute idée de développer à la base, pour le « peuple », des

canaux de communication et des processus de reconnaissance mutuelle, passant par l'éducation mais aussi par les luttes sociales, par l'émergence de campagnes politiques traversant les frontières (menées par des *partis européens*, aux deux sens que peut avoir ce terme), fournissant progressivement aux peuples les moyens concrets de comparer leurs histoires et d'associer leurs intérêts. Car de tels processus d'acculturation (comme diraient les anthropologues) auraient, à terme, remis en question le *monopole de représentation* que s'arrogent ces classes dirigeantes, aussi bien à l'échelon national qu'à l'échelon « communautaire », et qui leur permet de se présenter comme les *intercesseurs* incontournables des intérêts de « leurs peuples » en face des autres et des institutions européennes. Or, en un sens, c'est exactement *ce que dit le « populisme »* : que l'Europe est un problème pour les nations, et qu'elle les menace de « dénaturation ». À ceci près que nous devrions affronter le problème par l'autre bout : l'Europe révèle l'incapacité des nations dans le moment actuel à résoudre leurs problèmes vitaux (qu'ils soient économiques ou culturels) dans la modalité du « souverainisme », mais en les privant de toute possibilité réelle de *les résoudre d'une autre façon*, à un autre niveau, par le « commerce » mutuel de leurs citoyens ou la mise en commun de leurs ressources, devenant ainsi des communautés « post-nationales ». Ou plutôt, devenant des nations « post-souveraines », ce qui, contrairement à ce que martèle la propagande nationaliste, n'est pas la même chose que des *non-nations*, ou des sociétés *dénationalisées*. En d'autres termes, en dépit de beaucoup de beaux discours, l'Europe n'a pas vraiment pensé son propre pluralisme, sa propre diversité, et elle s'est donnée moins encore les moyens de *l'instituer* : déficience qui a entretenu le fétichisme des « identités collectives », en les enfermant dans les stéréotypes de la tradition (généralement « inventée » pour les besoins de la cause) et dans le « narcissisme des petites différences » dont parlait Freud à propos des individus.

C'est ici, bien sûr, qu'il faudrait avoir le temps d'entrer dans les détails, en rappelant quels ont été les tournants d'une histoire faite entre autres choses de beaucoup d'occasions manquées : je pense en particulier aux épisodes de la décolonisation (qui, à terme, a révolutionné l'image de *l'étranger* sur le sol européen) et de la chute du Mur à la fin de la Guerre froide qui, hélas – mais comment aurait-on pu l'éviter ? –, a été perçue à l'Est d'abord comme l'occasion de ressusciter les nations historiques écrasées sous le joug du socialisme totalitaire tout en entrant directement dans la « société de consommation » et de « marché », et à l'Ouest comme l'ouverture d'une nouvelle zone d'influence et de sous-traitance, mais qui comportait aussi le risque d'une concurrence par le bas en matière de salaires et de niveau de vie. Je saute tout de suite à la conclusion qu'on pourrait en tirer : les senti-

ments xénophobes en Europe sont multiformes, irréductibles à un modèle et à une histoire uniques, mais ils se superposent les uns aux autres, et il se pourrait qu'avec la « crise » actuelle on ait atteint précisément le moment où cette superposition produit des effets cumulatifs. J'entends par là que les sentiments d'hostilité envers un « ennemi commun » (comme l'islamophobie et la peur des « immigrés ») ne contribuent en rien à *réunir les Européens*, contrairement à ce que suggèrent des fantasmes de « guerre des cultures » à la Huntington comme ceux des partisans de « l'Europe chrétienne » (qui n'ont rien à envier à ceux de « l'Europe laïque »). Au contraire ils ajoutent à la méfiance que les Européens éprouvent les uns envers les autres, ou à l'occasion ils la déplacent à la façon d'un symptôme au sens freudien. Provocation pour provocation, je verrai là néanmoins un élément d'espoir : celui que notre lutte et nos efforts pour faire reculer cette hostilité *entre Européens* (rarement avouée mais bien réelle, et que les conflits autour de la dette grecque sont en train de faire sortir au grand jour) permettent aussi de créer les conditions de l'hospitalité et du respect envers l'étranger *non-Européen* (à supposer qu'on puisse tracer une ligne de démarcation entre les « Européens » et les « non-Européens » en Europe, ce qui justement n'est pas le cas, même d'un point de vue juridique). En d'autres termes, les différents niveaux, internes et externes, du « multiculturalisme » sont de fait interdépendants, et nos dirigeants qui parlent à la légère de « faillite du multiculturalisme » feraient bien d'y réfléchir.

#### L'IMPUISSANCE DU « TOUT-PUISSANT »

De là ma *deuxième hypothèse* : c'est la continuation de la première, mais en prenant en considération la question cruciale de *l'État* et de sa fonction dans la construction des rapports « d'affiliation » entre individus et communautés d'appartenance dans le cadre européen. C'est une hypothèse à propos de la « constitution matérielle » qui permet aux citoyens d'un même État-nation de négocier des issues et de *forger des compromis* entre leurs intérêts, en particulier leurs intérêts économiques. Ce qui n'implique pas pour autant d'atteindre un *consensus* sur les mêmes « valeurs », ou de s'inscrire dans la même idéologie. *La médiation n'est pas l'unanimité*, ce qui nous permet aussi de comprendre pourquoi pendant plusieurs décennies (avant d'être écrasée par l'avancée du néo-libéralisme) la « politique sociale » (*social policy*) n'a pas purement et simplement aboli la « politique » (*politics*), mais en a constitué un des enjeux les plus disputés et l'une des conditions de possibilité. Pour élaborer des compromis plus ou moins avantageux aux possédants ou aux non-possédants, il a fallu continuer de se battre, et c'est aussi ce qui a fait de la « nation » un cadre politique réel. Contrairement à leur propre mythe, les nations modernes ne sont pas

des entités éternelles que l'inertie, les frontières ou la tradition suffisent à maintenir en vie, mais ce sont des constructions historiques précaires qu'il faut *recréer* en permanence au moyen d'équilibres institutionnels, qui dépendent de l'évolution des rapports de forces entre leurs « classes » ou leurs « partis » constitutifs. Et cette condition de possibilité risque périodiquement de disparaître, ou de s'exténuer : soit que la guerre (extérieure ou intérieure) la menace, soit que le conflit civil se trouve vidé de sa substance et contourné par de nouvelles techniques « gouvernementales ».

Le dédoublement des instances de responsabilité et de représentation entre institutions nationales et européennes a joué ici un rôle décisif. C'est pourquoi je forme l'hypothèse qu'à partir du moment où la construction européenne n'a pratiquement plus été que l'instrument de la mondialisation néo-libérale, à partir du moment où elle a infléchi ses propres institutions « communautaires » et ses pratiques d'arbitrage dans le sens d'une concurrence généralisée entre ses propres territoires et ses populations, *la fonction de l'État a glissé toujours davantage de la protection sociale à une fonction de destruction de la société civile*. Ce glissement n'a pas pris, sans doute, une forme « totalitaire », mais il a pris une forme « utilitaire », ce qui à la longue est à peine moins violent. La métaphore de *l'auto-immunité*, mise en circulation par Derrida à propos de la souveraineté, vient ici naturellement à l'esprit. Si nous la poussons à l'extrême, cela voudrait dire qu'au sein de la société européenne, l'État fonctionne de plus en plus, non pas comme ensemble d'institutions représentatives et d'instances (même coercitives, injustes ou inéquitables) qui instituent la communication et la reconnaissance mutuelle des citoyens, mais comme une sorte de « corps étranger » ou de tumeur *détruisant* les liens qu'il est censé *renforcer* (par exemple en démantelant systématiquement les services publics et les programmes sociaux). Et il n'est pas invraisemblable qu'à un niveau fantasmatique, cette mutation consonne avec l'image d'une « invasion par des corps étrangers » qui obsède les idéologies nationalistes. Elles projettent sur un extérieur indésirable ce qui les prend à revers depuis le cœur même de leur histoire nationale.

Jamais sans doute la fonction de protection de l'État (théorisée par Hobbes aux aurores de l'État moderne et plus tard développée dans la figure de « l'État-Providence ») n'a constitué une garantie de sécurité universelle ou absolue. Elle n'a pas manqué, loin de là, d'aspects répressifs, normatifs, disciplinaires, discriminatoires. Dans ce qu'il m'est arrivé ailleurs d'appeler *l'État national-social* qui lui donne sa forme achevée<sup>7</sup>, la « citoyenneté sociale » et les « droits sociaux » sont acquis collectivement, mais ils sont aussi administrés bureaucratiquement au prix de toutes sortes

d'inégalités et d'exclusions. Cependant le contraste est flagrant entre une telle institution bureaucratique de la citoyenneté sociale et une situation schizophrénique comme celle d'aujourd'hui dans laquelle, alors que l'État prétend toujours protéger ses citoyens au sens traditionnel, légitimant ainsi sa souveraineté, la garantie de ses pouvoirs de protection a été formellement transférée au niveau européen (UE) ou même au niveau d'instances encore plus élevées, supranationales, comme le FMI ou l'OMC qui sont censées édicter les normes de la « bonne gouvernance », ce qui lui permet de travailler pour son compte à privatiser les services publics, ou à les plier aux règles de rentabilité qui concernent les entreprises capitalistes : par exemple en démantelant le système d'éducation nationale, en imposant des objectifs de rentabilité à la recherche scientifique et à la formation des chercheurs, ou en transférant la mission culturelle des écoles et des universités à des réseaux commerciaux de télévision (et maintenant d'internet). À nouveau ce processus ne saurait être indépendant des développements du populisme et de la xénophobie, puisque l'utilisation insistante des stéréotypes ethniques fait partie de la politique de ces réseaux, en même temps que la diffusion massive des produits du marketing et des jeux préfabriqués.

—

22

—

## RECONSTRUIRE L'EUROPE

J'ai bien conscience que ce tableau, si c'en est un, pêche lui-même par simplification. La réalité est faite de conflits entre des tendances opposées dont le développement est inégal d'un pays à l'autre. Mais les institutions de la solidarité sociale sont partout de plus en plus affaiblies en face des forces de l'utilitarisme, parce que celui-ci s'appuie à la fois sur le marché et sur l'État, et que la marche à la privatisation est planifiée au sein de la sphère publique elle-même. On a affaire ici à un jeu pervers, dans lequel l'Europe fait figure de justification et d'objectif à la fois à travers l'établissement de ses « normes », ce qui aux yeux de beaucoup d'Européens ne laisse qu'une alternative : réclamer la répression et l'exclusion de toute altérité, de tout « corps » qui serait étranger ou différent, à titre de compensation imaginaire pour la cruauté bien réelle du Protecteur, ou encore idéaliser sa fonction et ses buts, pour pouvoir continuer à croire que ses services, ou ceux qui subsisteront intacts, ne bénéficieront qu'aux citoyens qui y ont « naturellement » droit. « Préférence nationale » ou « préférence communautaire », triste dilemme...

Dans un tel « espoir », je ne lis bien entendu pour ma part qu'une forme de désespoir extrême. J'admets donc que ce qu'il nous faut est une « politique de l'espérance », dans un sens qui ne soit pas autodestructif, et donc plus authentique. Mais pour cela il faudrait qu'elle fasse fond sur une tout autre combinaison de forces sociales qu'aujourd'hui, à la fois au-dedans et

au-delà des frontières nationales, et donc il faudrait qu'elle *construise* ces forces, en fixant des objectifs et inventant un langage radicalement neufs. La réalité des contradictions que révèle la rencontre d'une Europe au fond antidémocratique et d'un ensemble de peurs et de ressentiments exploités contre l'Europe, formant comme les deux faces de la même « culture » de crise, peut nous servir au moins de repère négatif. Il s'agit de reconstruire l'Europe comme une fédération de nations différentes et irréductibles à un unique modèle, mais débarrassées du mythe de la souveraineté, soutenant mutuellement leurs capacités de création et d'échanges. Je dis qu'« il s'agit », de manière impersonnelle, mais cette responsabilité en réalité est la nôtre, c'est la tâche collective qui nous incombe pour surmonter l'impuissance qui nous réduit à n'être plus que les prisonniers de nos démons et les pantins de notre propre histoire. ■